



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Unité départementale
du Havre**
Équipe raffinage pétrochimie

Le Havre, le 16 mars 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Dépôt libre ESSO SAF
Usine de Notre-Dame de Gravenchon
76330 PORT-JEROME-SUR-SEINE

Références : 20220203_VI_DepotEsoSAF_Bande100m

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2022 du dépôt libre ESSO SAF implanté ZI de Port Jérôme II – 76330 PORT-JEROME-SUR-SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action « Bandes des 100 m autour des sites SEVESO » (post Lubrizol).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSO SAF
- ZI de Port Jérôme II, 76330 PORT-JEROME-SUR-SEINE
- Code AIOT dans GUN : 0005802369
- Régime : Autorisation
- Activité principale : Dépôt et distribution de carburant

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale 100 m (situation administrative, distances d'éloignement, conditions de stockage, moyens incendie, communication). Site Seveso à proximité : Raffinerie ESSO

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
SITUATION ADMINISTRATIVE	Code de l'environnement, annexe de l'article R. 511-9	/	/
CONTRÔLE DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES : distances d'isolement	AMPG du 22/12/2008 ¹ , Article 2	/	/
CONTRÔLE DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES : Conditions de stockage pour les bacs	AP d'autorisation du 10 octobre 1988 modifié, Chapitre III	/	/
CONTRÔLE DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES : Conditions de stockage pour les cubitainers	Article 25.I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010	/	Mise en conformité réalisée suite à la visite
CONTRÔLE DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES : Détection et moyens de lutte contre l'incendie	AP d'autorisation du 10 octobre 1988 modifié, Chapitre III.3	/	Un projet d'APC pour adaptation de certaines dispositions d'un AMPG, sera transmis à l'exploitant
RELATIONS ENTRE LE SITE CONTRÔLE ET LE VOISIN SEVESO	/	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative du dépôt est régulière.

Aucun phénomène dangereux potentiel susceptible d'entraîner des effets dominos sur les installations du site SEVESO voisin n'a été identifié.

Un écart a été mis en évidence : l'absence de rétention pour le stockage de cinq cubitainers.

2-4) Fiches de constats

¹ Arrêté ministériel du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511

Nom du point de contrôle : SITUATION ADMINISTRATIVE

Questions	Constats	Éléments à l'appui
Description des installations	<p><u>Type d'activité:</u> Dépôt et distribution de carburants</p> <p><u>Type et mode de stockage:</u> Liquides inflammables : – 9 bacs aériens de carburant de 50 m³ – 2 bacs aériens d'additifs – 2 bacs enterrés d'additifs – Jusqu'à 5 cubitainers de solution D104</p>	<input checked="" type="checkbox"/> Descriptif des activités <input checked="" type="checkbox"/> Plan des installations <input checked="" type="checkbox"/> État des stocks ; inventaire des substances et produits présents <input checked="" type="checkbox"/> Visite du site
Description des activités ou stockages présents dans la bande de 100 m	<p>Considérant la dimension du dépôt et son implantation enclavée dans la Raffinerie, toutes ses activités sont dans la bande des 100 m.</p> <p>Les cubitainers de solution D104 sont stockés à proximité immédiate de la clôture du dépôt.</p>	
L'exploitant connaît-il son classement ICPE ? Peut-il présenter son arrêté préfectoral d'autorisation ?	<p>L'exploitant connaît son classement ICPE. Il dispose bien d'un exemplaire de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p>	
Y a-t-il eu des évolutions sur le site depuis le dernier acte relatif à la nomenclature ?	<p>Aucune modification significative du dépôt n'a été réalisée depuis la visite d'inspection du 17 octobre 2017.</p>	

Bilan sur la situation administrative

Les constats de visite permettent-ils d'identifier des activités ICPE dans la bande de 100m.

☒ Oui / ☐ Non

Au final, la situation administrative de l'établissement est-elle régulière ?

☒ Oui / ☐ Non

Classement global du site : ☒ A , ☐ E , ☐ DC, ☐ D ou ☐ autre activité économique

☐ Non-conformité réglementaire majeure

☐ Écart appelant réponse de l'exploitant

☐ Observations

☒ Pas d'observation

Nom du point de contrôle : CONTRÔLE DES PRESCRIPTIONS APPLICABLES

Questions	Constats	Éléments à l'appui
L'EDD du site visité identifie-t-elle des zones d'effets hors site, susceptibles d'induire des effets dominos sur le SEVESO voisin ?	<p>L'étude de dangers du dépôt date de 1987. Elle ne comprenait pas d'évaluation des distances impactées par les effets dominos en cas de réalisation des phénomènes dangereux redoutés.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant du dépôt a présenté une évaluation des distances impactées par les zones d'effets des phénomènes dangereux redoutés.</p> <p>Par exemple, pour le phénomène du feu de cuvette, les flux thermiques calculés selon le modèle GTDLI atteignent 8 kW/m² (seuil des effets domino correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures) à une distance d'environ 20 m face au petit côté et d'environ 30 m face au grand côté.</p> <p>L'exploitant du dépôt a comparé ces distances d'effet aux distances à laquelle se situent les premières installations de la raffinerie susceptibles d'être exposées à ces effets thermiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Bac 23 : 36 m • Bacs de bitumes de l'estacade : ~50 m 	<input checked="" type="checkbox"/> Étude de dangers <input checked="" type="checkbox"/> Autres études <input checked="" type="checkbox"/> Visite du site
Les activités dans la bande des 100 m correspondent-elles à ce qui est dans l'EDD ?	<input checked="" type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	
La visite du site permet-elle d'identifier un risque « évident » d'effets dominos sur le site voisin SEVESO	<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Pas d'identification en première approche simple / <input checked="" type="checkbox"/> Non	
Distances d'isolement		
Les stockages respectent-ils les distances d'isolement prescrit ? * à l'article 2 de l'AMPG du 22/12/2008 ²	<input checked="" type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non	<input checked="" type="checkbox"/> Plan <input checked="" type="checkbox"/> Visite du site

Conditions de stockage		
Les conditions de stockage des stockages extérieurs sont-elles respectées ?	<p>Pour les bacs :</p> <p><input checked="" type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non</p> <p>Les conditions de stockage dans les cuves aériennes n'appellent pas de remarques. La cuvette située au nord du dépôt est vide, propre et apparaît en bon état.</p>	<p><input checked="" type="checkbox"/> Visite du site</p>
	<p>Pour les cubitainers :</p> <p><input type="checkbox"/> Oui / <input checked="" type="checkbox"/> Non</p> <p>L'inspection a constaté que cinq cubitainers de solution D104 sont présents au voisinage de la clôture nord-est. Les cubitainers représentent une masse unitaire de 900 kg, pour un total pouvant atteindre 4,5 t. Les cubitainers sont correctement étiquetés, faisant notamment apparaître les mentions de dangers H226, H304, H314, H317, H335, H336, H341, H351, H361 et H361d. Ces cubitainers ne sont pas stockés sur rétention. L'exploitant dispose de la FDS de cette substance. L'inspection a consulté cette FDS qui précise, en son chapitre relatif aux conditions de manutention et stockage : « Le sol des locaux sera imperméable et formera cuvette de rétention ». Cette disposition de la FDS et les prescriptions de l'article 25.I de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ne sont pas respectées. Suite à la visite, par courriel du 10 mars 2022, l'exploitant du dépôt a informé l'inspection que les cubitainers concernés ont été déplacés sur une rétention. Une photographie justifie de la bonne application de cette mesure corrective.</p>	

2 Arrêté ministériel du 22/12/08 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511

Détection et moyens de lutte contre l'incendie		
Les installations disposent-elles de moyens de détection incendie conformes aux prescriptions ?	<p>L'exploitant indique disposer de six détecteurs flamme sur le poste de chargement "dôme" et deux sur chaque poste de chargement "source".</p> <p>L'exploitant indique disposer de détecteurs hydrocarbures dans la cuvette des bacs de stockage de liquides inflammables et au niveau de la pomperie.</p> <p>En salle de contrôle, l'inspection a vu le report disponible des dispositifs de détection suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> * Détection hydrocarbures (explosimètre) en cuvette ; * Détection Flamme aux postes de chargement ; * Détection hydrocarbures (liquide) de la pomperie. <p>L'inspection a également constaté la présence de ces mêmes détecteurs sur le terrain.</p> <p>Les stockages de liquides inflammables du dépôt ne disposent pas du dispositif de détection automatique d'incendie prévu à l'article 4.3.2.B de l'AM du 22/12/2008.</p>	<input checked="" type="checkbox"/> Visite du site <input checked="" type="checkbox"/> Reports des détections en salle de contrôle
Les installations disposent-elles de moyens de lutte contre l'incendie conformes aux prescriptions ?	<p>L'inspection a constaté la présence des dispositifs d'arrosage automatique au niveau des postes de chargement.</p> <p>Les stockages de liquides inflammables du dépôt ne disposent pas du dispositif d'extinction automatique d'incendie prévu à l'article 4.3.2.B de l'AM du 22/12/2008.</p>	
Adaptation sollicitée aux dispositions de l'article 4.3.2.B de l'AM du 22/12/2008.	<p>Par courrier du 8 juillet 2020, l'exploitant du dépôt a sollicité l'adaptation par arrêté préfectoral complémentaire de certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 pour tenir compte de la spécificité de son dépôt.</p> <p>En particulier, l'exploitant a sollicité de ne pas appliquer les dispositions de l'article 4.3.2 imposant à tous les stockages aériens de liquides inflammables :</p>	

	<p>- un système de détection automatique d'incendie ; - un système d'extinction automatique d'incendie. En effet, la gestion des incidents et accidents sur le dépôt est géré par la Raffinerie voisine classée SEVESO - selon des procédures et avec des moyens qui peuvent permettre d'atteindre, à la place, les exigences de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 03/10/2010 (régime autorisation)</p> <p>L'inspection envisage de proposer d'accorder l'adaptation sollicitée.</p>	
Bilan sur les prescriptions applicables		
Au final, les prescriptions applicables mentionnées ci-dessus sont-elles respectées ?		
Les prescriptions sus-mentionnées apparaissent globalement respectées, à l'exception de :		
<ul style="list-style-type: none">- la rétention absente pour le stockage en cubitainers au nord-est du dépôt : situation mise en conformité suite à la visite d'inspection.- les dispositifs de détection et extinction automatique prévu à l'article 4.3.2.B de l'AM du 22/12/08, pour lesquels l'exploitant du dépôt a sollicité une adaptation.		
Conclusion : Sans suite		
Un risque d'effets dominos sur le site voisin SEVESO est-il identifié ?		
<input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Pas d'identification en première approche simple / <input checked="" type="checkbox"/> Non		
Autres éléments à détailler :		
Un projet d'arrêté préfectoral, incluant l'adaptation aux dispositions de l'article 4.3.2.B de l'AM du 22/12/08 sera transmis ultérieurement à l'exploitant		

Nom du point de contrôle : RELATIONS ENTRE LE SITE CONTRÔLE ET LE VOISIN SEVESO

Questions	Constats
Quelles sont les modalités permettant de déclencher rapidement l'alerte sur le dépôt en cas d'activation du POI sur le site SEVESO voisin.	<p>Le dépôt est inclus dans la boucle d'alerte de la plate-forme de raffinage pétrochimie dans laquelle il est enclavé.</p> <p>Le dépôt est en outre situé à proximité des sirènes POI de la raffinerie.</p>
Quel est le nombre maximal de personnes exposées pour le calcul de la gravité des accidents potentiels de l'établissement SEVESO voisin.	<p>Selon les modalités prévues par l'article B.2 de la fiche 1 de la circulaire du 10 mai 2010, les personnes travaillant dans le dépôt ESSO ne sont pas comptées comme exposées aux accidents potentiels pouvant survenir sur le site SEVESO voisin.</p> <p>Le nombre maximal de personnes susceptibles d'être présentes simultanément sur le dépôt est estimé à sept par l'exploitant du dépôt, en incluant quatre chauffeurs.</p>
Si l'entreprise est tenue de mettre en place un PMA-AE (plan de mise à l'abri - activités économiques) du fait du PPRT de Seveso Seuil Haut, celui-ci est-il disponible sur le site ?	<p><input type="checkbox"/> Oui / <input type="checkbox"/> Non / <input checked="" type="checkbox"/> Non concerné</p> <p>Le dépôt est situé en zone grisée du PPRT de la ZI de PORT-JEROME-SUR-SEINE n'est pas concerné par les dispositions de ce PPRT prescrivant la réalisation d'un PMA-AE.</p>
Bilan sur les relations entre le site contrôlé et le voisin SEVESO	
<p>Le dépôt appartient au même groupe ExxonMobil que la Raffinerie voisine classée SEVESO. L'aspect opérationnel est rattaché à la Raffinerie, et en conséquence, les relations entre le dépôt et la raffinerie ne soulèvent aucune remarque.</p>	

